

[https://www.pressegauche.org/LETTRE-OUVERTE-DE-GROUPES-ENVIRONNEMENTAUX-ET-COMMUNAUTAIRES-DEMANDANT-LE](https://www.pressegauche.org/LETTRE-OUVERTE-DE-GROUPES-ENVIRONNEMENTAUX-ET-COMMUNAUTAIRES-DEMANDANT-LE-BOYCOTT-DES-EPICERIES-METRO)



Lettre ouverte de groupes environnementaux et communautaires demandant le boycott des épiceries Métro



- Communiqués -
Date de mise en ligne : mercredi 14 avril 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Extinction Rebellion Québec, Quit RBC - XR Québec, Extinction Rebellion Youth Québec, Pour le futur Montréal, Climate Justice Montreal, Sortons la Caisse du Carbone, Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES), LeapUofT, DivestED, Fossil Free LakeHead, RadLaw, McGill Law Climate Justice, Climate Justice Climatique uOttawa, McGill Corporate Accountability Project, Dawson Green Earth Club, McGill Environment Students' Society, the Milton Parc Citizen's Committee, et Divest McGill ont tous signé la lettre.

Divest McGill et Climate Justice Montreal tiennent depuis juin des piquets aux deux semaines devant les épiceries Metro. L'équipe a distribué des dizaines de brochures d'information aux membres du public à l'extérieur des magasins et ses membres et des groupes sympathisants ont collé des affiches « Dites non à Metro » à travers la ville pour encourager le boycott.

Ils visent les intérêts professionnels et financiers de Maryse Bertrand, qui, en sa qualité de vice-présidente de l'Université McGill, a refusé de soutenir le désinvestissement complet de l'école de l'industrie des combustibles fossiles. En 2019, les investissements de McGill dans l'industrie des combustibles fossiles ont été évalués à 50 millions de dollars.

Cette lettre ouverte est adressée à Metro Inc. et à l'administration de McGill. Elle est l'une des nombreuses étapes de cette campagne visant à intensifier la pression sur ces deux organismes.

Notre prochain piquet de grève aura lieu ce samedi 17 avril, devant Metro Beaulieu-Mont Royal, 2275 avenue Mont-Royal E, à 13 heures. Le prochain piquetage aura lieu le 1er mai.

La lettre ouverte suivante a été publiée sur notre site web le 14 avril.

LETTRE OUVERTE McGill doit cesser d'investir dans les énergies fossiles : Metro doit intervenir pour contrer l'obstructionnisme de la gouverneure Maryse Bertrand.

McGill doit mettre fin à ses investissements de plusieurs millions dans l'industrie des énergies fossiles. Nous voulons que Maryse Bertrand, membre du conseil d'administration de Metro, cesse de bloquer le désinvestissement dans son rôle de vice-présidente du Conseil des gouverneurs à McGill. Veuillez vous joindre à notre cause en signant cette pétition pour démontrer votre intérêt et soutien pour le boycott des épiceries Metro et pour contribuer à mettre fin aux investissements institutionnels dans la désastreuse industrie des énergies fossiles au Canada.

Metro Inc. est l'un des géants dans le commerce d'épiceries et de pharmacies au Canada. En Ontario et au Québec seulement, on retrouve 326 épiceries Metro, et de centaines d'autres sous de noms différents, mais tout aussi reconnaissables, tels que Super C, Adonis, Marché Richelieu, Première Moisson, Food Basics, and Marché Ami. En 2018, malgré certaines réticences du Bureau de la concurrence, Metro prend possession de quelques 400 magasins Jean Coutu.

Maryse Bertrand siège au conseil d'administration de Metro Inc.. Mme Bertrand est membre du conseil d'administration de la Banque nationale du Canada, et vice-présidente du plus haut conseil d'administration de l'Université McGill, le Conseil des gouverneurs. En sa qualité de vice-présidente de l'Université McGill, elle a refusé de soutenir le désinvestissement total de l'école de sa dotation de 1,6 milliard de dollars dans l'industrie des

combustibles fossiles.

Depuis 2012, la communauté mcgilloise a revendiqué auprès de l'administration universitaire qu'elle cesse d'investir dans ce secteur. En 2019, ces investissements se chiffraient à environ 50 millions de dollars. Des motions en faveur du désinvestissement ont été mises de l'avant et soutenues par les associations et syndicats des étudiant.e.s et des enseignant.e.s, d'éminentes facultés et, surtout, par le plus haut organe démocratique de l'Université, le Sénat de McGill. Cependant, le Conseil des Gouverneurs, formé uniquement de membres non-élu.e-s, possède un veto sur les 1,6\$ milliard d'investissements de l'Université. Le Conseil, dont fait partie Mme Bertrand, étrangle la démocratie au seuil de sa porte. À l'hiver 2019, il a officiellement rejeté une motion démocratique du Sénat qui aurait permis à McGill de désinvestir de l'industrie des énergies fossiles. Cela a provoqué une occupation, par des étudiant.e.s, du bâtiment administratif de McGill en février 2020.

Le mouvement mondial en faveur du désinvestissement des énergies fossiles a conduit des institutions à désinvestir plus de 14 500 milliards de dollars depuis 2011. Ce mouvement a débuté dans les universités et les groupes confessionnels, et 15 % des institutions qui ont cédé depuis sont des universités. En 2018, Goldman Sachs a crédité le « mouvement pour le désinvestissement » comme « un moteur clé du déclassé de 60% du secteur du charbon au cours des cinq dernières années » et Shell a annoncé qu'elle commencerait à considérer le désinvestissement comme un « risque matériel ». En juillet, le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, troublé par la décision de la Deutsche Bank de désinvestir, a admis que les investissements fugaces faisaient partie des « plus grands défis de l'industrie énergétique canadienne ».

Et tout cela pour le mieux. L'industrie pétrolière et gazière canadienne est responsable de la plus grande partie des émissions du Canada comparée à tous les autres secteurs économiques. La dégradation environnementale produite par les activités de l'industrie a laissé derrière elle plus de 1,6 trillion de litres de fluides toxiques dans les bassins de résidus de l'industrie, contenant des substances comme le plomb, l'arsenic et le mercure. Des taux de cancer élevés ont été observés dans les villes en aval, souvent des communautés autochtones, comme celles des Cris Mikisew et des Chipewyan d'Athabasca. De plus, les camps de travail érigés en marge des projets d'extraction de ressources ont pour habitude d'introduire une main-d'oeuvre majoritairement masculine dans les communautés autochtones, ce qui entraîne une augmentation de la toxicomanie, de l'exploitation et des agressions sexuelles (voir, pour la référence, le septième chapitre du rapport sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées).

Au cours de la première année d'un projet industriel, en 2011, les données de la GRC ont montré une augmentation de 38 % des signalements d'agressions sexuelles dans la région de Fort St James en Colombie-Britannique. Tous ces crimes sont généralement négligés, en grande partie en raison de l'hégémonie économique, culturelle et politique de l'industrie pétrolière et gazière dans l'ouest du Canada. En Alberta, l'hégémonie économique et culturelle de l'industrie pétrolière et gazière a poussé l'opinion publique et politique contre les actions écologiques. Seuls 27% des habitant.e.s de l'Alberta considèrent que les changements climatiques méritent le titre d'"urgence".

Le rassemblement pour le climat de Calgary, en septembre 2019, ne comptait que quelques centaines de personnes, contre 500 000 à Montréal. Au niveau politique, l'organisation de lobbying financée par l'industrie, l'Association canadienne des producteurs de pétrole (ACPP), établit chaque année des centaines de contacts de lobbying avec des représentant.e.s du gouvernement fédéral, ouvertement hostiles aux efforts environnementaux et humanitaires visant à limiter les activités de l'industrie pétrolière et gazière.

En 2020, Maryse Bertrand a reçu 130 000\$ pour son rôle sur le Conseil de Metro, et détenait plus de 672 000\$ en actions de la compagnie. Par rapport à 2019, ses honoraires annuels ont augmenté de 8 % et la valeur de ses actions a augmenté de 16,5 %. Le Conseil des gouverneurs de McGill nomme délibérément ses membres pour leurs relations d'entreprise avec de grandes entreprises comme Metro. Par exemple, Mme Bertrand siège au conseil d'administration de McGill aux côtés de Cynthia Price Verreault qui a travaillé pour Petro-Canada pendant environ 18

ans. Metro Inc. possède un énorme levier financier et professionnel sur Bertrand, qui, à son tour, a le pouvoir de modifier les investissements de McGill dans l'industrie des combustibles fossiles.

Les signataires de cette pétition ont accepté d'adhérer à un boycott des emplacements éponymes de Metro, de promouvoir cette action et, lorsque possible, d'éviter les autres magasins de Metro Inc. Dans leurs communications avec Metro Inc, Divest McGill et Justice Climatique Montréal ont clairement énuméré les demandes suivantes pour mettre fin au boycott de Metro :

1. Metro Inc. doit publier une déclaration publique condamnant les investissements de l'Université McGill dans l'industrie des combustibles fossiles ;
2. Metro Inc. doit faciliter une discussion entre Maryse Bertrand, Divest McGill et Justice Climatique Montréal, Metro agissant en tant que tierce partie ;
3. Maryse Bertrand doit présenter une motion en faveur du désinvestissement de l'industrie des énergies fossiles lors d'une réunion du Conseil des gouverneurs de McGill et rallier le soutien de ses collègues ; et
4. Metro Inc doit adopter un mandat pour faire pression sur les politiciens provinciaux et fédéraux contre les futurs investissements dans l'industrie des énergies fossiles.

Nous espérons que ce boycott s'étendra au-delà des demandes adressées à Metro ou à McGill. Nos élu-e-s au provincial et fédéral doivent comprendre que ce mouvement de désinvestissement ne se limite pas au niveau local. Nos représentant-e-s doivent arrêter de permettre à leurs gouvernements de financer les principaux acteurs canadiens de l'industrie des énergies fossiles, et doivent empêcher le financement futur de cette industrie par les universités, les banques et les autres institutions financières.

Extinction Rebellion Québec, Quit RBC - XR Québec, Extinction Rebellion Youth Québec, Pour le futur Montréal, Climate Justice Montreal, Sortons la Caisse du Carbone, Coalition étudiante pour un virage environnemental et social (CEVES), LeapUofT, DivestED, Fossil Free LakeHead, RadLaw, McGill Law Climate Justice, Climate Justice Climatique uOttawa, Dawson Green, McGill Environment Students' Society, Earth Club, McGill Corporate Accountability Project, the Milton Parc Citizen's Committee, and Divest McGill

"Depuis 2012, l'administration de McGill a résisté aux appels clairs en faveur du désinvestissement de l'industrie des combustibles fossiles de la part de tous les organes pertinents élus à l'université, et a répondu avec mépris aux documents de recherches extensives préparés pour l'administration. C'est pourquoi nous évoluons vers une stratégie d'action directe non-violente. Il s'agit d'une tentative d'obtenir des gains politiques, non en faisant appel à la moralité ou à l'intelligence des autorités ou en élisant les bonnes personnes, mais en mettant une pression professionnelle et économique directe. Cela s'est avéré être le seul moyen infaillible de persuader les gens d'affaires qui dirigent nos universités." Samuel Helguero, étudiant en Droit, et membre de Divest McGill.

"Nous demandons à Metro de prendre position contre des millions d'investissements nuisant aux générations futures ." David Summerhays, organisateur du boycott de Metro, membre de Justice Climatique Montréal.

"La vaste diversité de tactiques de McGill durant neuf années, des documents de recherche aux pétitions en passant par l'appui des facultés, du personnel et du Sénat de McGill, n'a pas réussi à influencer les gouverneurs, qui maintiennent le statu quo correspondant à leurs intérêts personnels. Nous nous sommes donc tourné-e-s vers ce boycott dans l'espoir que l'administration de McGill procédera à l'acte environnemental, économique et moral du

désinvestissement."Alexia Wildhaber-Riley, étudiante en Environnement, et membre de Divest McGill.

Divest McGill est une campagne pour la justice environnementale appelant l'Université McGill à reconnaître et à répondre à l'urgence de la crise climatique en retirant les investissements directs (séparés) de son fonds de dotation des entreprises cotées sous le Carbon Underground 200. L'histoire de nos travaux antérieurs, qui comprenaient des pétitions, des rassemblements, des occupations, des rapports de recherche et des sit-in d'une semaine peuvent être trouvés ici.

Climate Justice Montreal est un groupe communautaire qui poursuit la justice environnementale et climatique à travers l'éducation, la mobilisation et l'action collective en solidarité avec les communautés directement touchées.